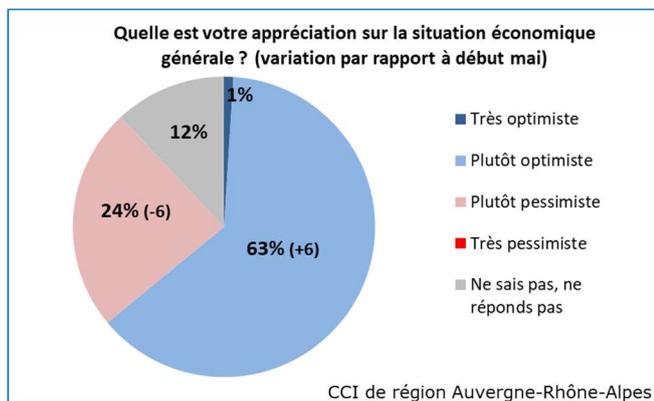
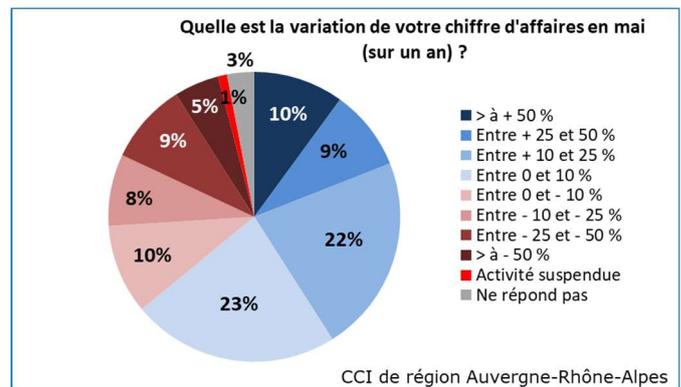


Observatoire économique Crise COVID-19

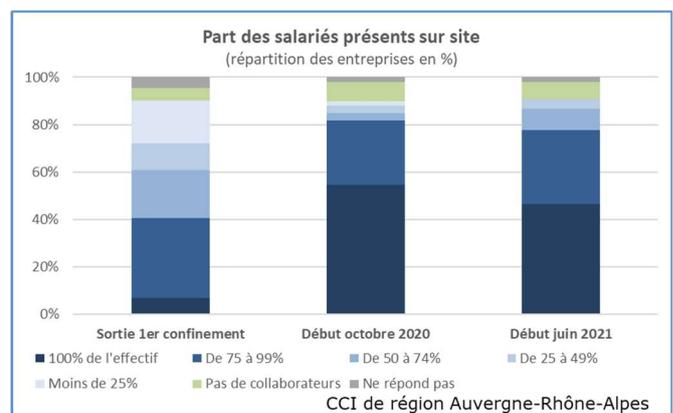
Cette note analyse les réponses de **100 dirigeants d'entreprises, membres élus des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes**, à une enquête sur les conséquences économiques de la crise Covid-19. 38 dirigent une entreprise industrielle, 30 sont des prestataires de services et 32 des commerçants. L'enquête a été menée du **3 au 11 juin 2021**.

Début juin, la quasi-totalité des entreprises répondantes étaient en activité. **Près des deux tiers (64 %) annoncent un chiffre d'affaires en progression** en mai par rapport au même mois de 2020. La comparaison se fait avec un mois qui avait été lui aussi marqué en partie par un confinement. 19 % des entreprises enregistrent une progression supérieure à 25 % et **12 % se disent en sur-activité**. C'est dans l'industrie que la tendance a été la plus favorable. 17 % des entreprises se disent encore en activité réduite, la proportion étant la plus forte dans les services. **La situation s'améliore en matière de trésorerie : 11 % des entreprises font état d'une situation difficile**, soit - 11 points en un mois.



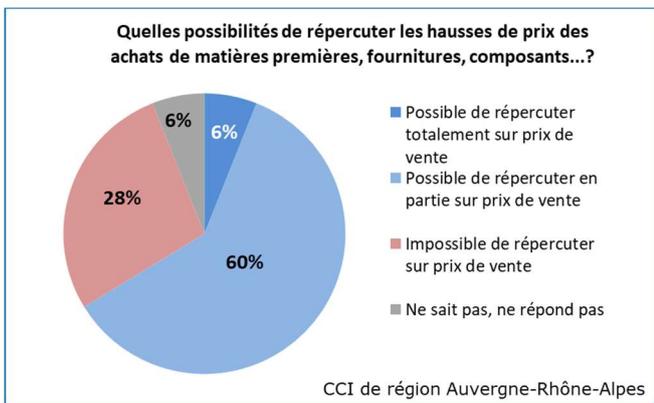
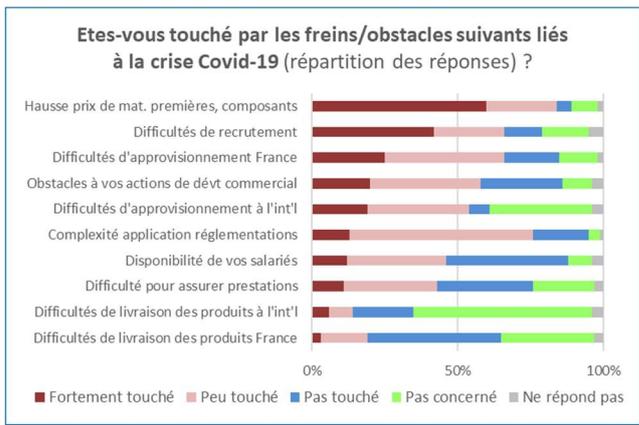
Dans ce contexte, l'appréciation sur la situation économique générale continue de s'améliorer. Après la forte progression du mois dernier, **la part des chefs d'entreprises qui se disent plutôt optimistes progresse encore de 6 points pour atteindre 63 %**. Là encore, c'est dans l'industrie que l'optimisme est le plus important, puis dans les services et le commerce. Il est majoritaire pour l'ensemble des secteurs. Une part non négligeable de chefs d'entreprise reste dans l'expectative. Les entreprises en lien avec la **consommation des ménages sont 8 sur 10 à juger cette dernière soutenue** début juin, même si certaines s'interrogent sur le caractère durable de la tendance.

Avec la sortie progressive du 3^e confinement, un **retour en présentiel d'une bonne part des collaborateurs s'est opéré**. 77% des entreprises ont au moins 75 % de leur effectif salarié présent sur site début juin, soit + 21 points par rapport à la situation de début mai. On retrouve pratiquement le niveau élevé de début octobre 2020. Dans leurs commentaires spontanés, certains chefs d'entreprise s'inquiètent toutefois de la fatigue de salariés après le 3^e confinement et s'attendent ainsi à ce que les demandes de congés soient fortes dans les semaines qui viennent. **12 % des entreprises se disent fortement touchées par des problèmes de disponibilité de leurs salariés**, une part en progression. Cette part est la plus élevée dans les services.



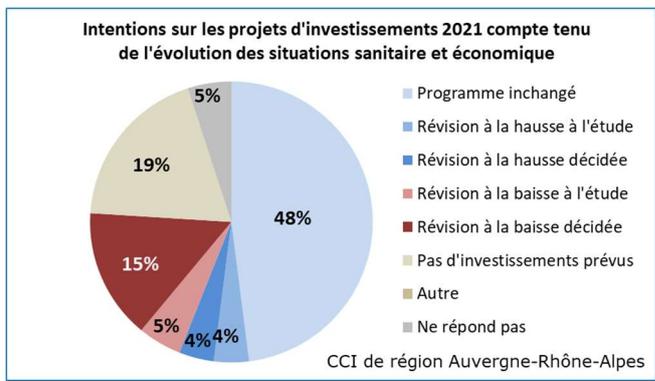


Les **difficultés de recrutement demeurent à un niveau élevé**, avec 42 % des chefs d'entreprise qui disent être fortement touchés, soit autant que le mois dernier. Dans l'industrie, c'est près d'un sur deux. Dans ce contexte, certains chefs d'entreprise en appellent à un renforcement des incitations au travail. Les **difficultés d'approvisionnement sont en progression**. Les 2/3 des entreprises sont touchées, dont 25 % qui le sont fortement (et même 34 % dans l'industrie). Des commentaires font état de relations qui se tendent avec les clients du fait des retards de livraison. Les obstacles aux **actions de développement commercial subsistent même s'ils sont moins fréquemment cités** ; la difficulté à se déplacer hors d'Europe pose des problèmes à des entreprises présentes à l'international.



La hausse du prix de matières premières et fournitures est, comme le mois dernier, le **frein à l'exercice de l'activité le plus cité**. **84 % des entreprises sont touchées** (la quasi-totalité dans l'industrie), dont 60 % qui le sont très fortement (+ 6 points en un mois). Une large majorité des chefs d'entreprise concernés s'attend à ce que ces hausses se prolongent : 35 % jusqu'à la fin 2021 et 37 % au-delà de cette année. Pour les 2/3 des entreprises, cette hausse du coût des intrants peut être répercutée sur les prix de vente, mais pour le plus grand nombre, cela ne peut l'être qu'en partie. Pour 28 %, toute répercussion sur le prix de vente est en revanche impossible.

Comme lors de l'enquête de début mars, près de 20 % des entreprises n'ont pas d'investissement prévu en 2021. **Près de la moitié des chefs d'entreprise déclarent que leur programme d'investissement est inchangé pour cette année, soit une part en croissance de 9 points**. Cette évolution s'explique d'abord par une baisse du nombre d'entreprises qui vont revoir à la baisse leur programme d'investissement ou envisagent de le faire (- 7 points). Toutefois, quand il y a révision du programme d'investissements, cela reste plus fréquemment à la baisse qu'à la hausse, notamment dans l'industrie ou le commerce.



Comme en mars dernier, les chefs d'entreprise ont été interrogés sur leur perception du **risque de défaillances d'entreprise dans leur environnement économique**. **1/3 des répondants juge ce risque élevé (31 % plutôt élevé et 2 % très élevé), soit une part en recul de 15 points en trois mois**. Cette évolution s'accompagne d'une hausse de la part des chefs d'entreprise qui considèrent le risque comme limité (+ 8 points) mais aussi de la part de ceux qui ont du mal à apprécier ce risque (+ 7 points).

Pour limiter les risques de défaillances dans le contexte de sortie de crise, les suggestions des répondants portent d'abord sur la **gestion du remboursement des prêts garantis par l'Etat (PGE)**, avec un soutien aux initiatives visant à étaler les remboursements. Il est aussi suggéré de faciliter les rachats/reprises d'entreprises par un allègement des charges et taxations. Côté soutien à la demande, il est souhaité dans cette phase de sortie de crise, des incitations à la consommation des produits locaux ou du *Made in France*.